VB.

- 1 -
RAAD VAN STATE - WETGEVING
L
- 2-04-1991
Vandenneulebroeke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 20.532/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 22 janvier 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code électoral", a donné le 27 février 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 januari 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Kieswetboek", heeft op 27 februari 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet de loi modifie de manière substantielle le Code électoral, notamment le contentieux électoral organisé par les articles 18 à 49 dudit code.

Pour cette raison, le projet de loi doit être présenté et signé conjointement par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur.

2. La loi en projet tend, en ses articles 6 à 12, à modifier ou remplacer les articles 10, 13 et 15 à 49 du Code électoral, relatifs aux modalités d'établissement des listes électorales et aux réclamations et recours.

A cet égard, l'auteur du projet entend renoncer à faire établir par le collège des bourgmestre et échevins, un registre des électeurs et à lui faire obligation de le tenir à jour d'une façon permanente en vue de l'établissement, chaque année, de la liste des électeurs.

Suivant le système en vigueur, cette liste peut annuellement faire l'objet de réclamations devant le collège et de recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation et il est aisé pour les intéressés d'introduire ces réclamations et ces recours et pour les autorités appelées à statuer de décider, dans des délais raisonnables.

En effet, suivant les articles 16, 18, 19, 25, 26, 28, 31, 40 et 43 actuels du code, les intéressés sont avertis de l'établissement de la liste électorale par un

avis publié chaque année durant le mois qui précéde celui de l'élection ordinaire; le collège statue dans un délai de vingt jours à compter de la réclamation (1); la décision du collège est notifiée dans les deux jours à l'intéressé qui peut interjeter appel devant la Cour d'appel dans les huit jours suivant cette notification. L'appel est publié pendant un délai de dix jours, à l'expiration duquel le dossier est transmis, dans les deux jours, à la Cour d'appel qui statue toutes affaires cessantes. Dans les vingt jours du prononcé de l'arrêt, le procureur général et les parties peuvent se pourvoir en cassation; l'affaire est mise en état dans les huit jours; la Cour de cassation statue ensuite; s'il y a cassation, l'affaire doit être renvoyée à la Cour d'appel désignée par l'arrêt dans la huitaine de celui-ci.

Suivant les nouvelles dispositions en projet, la liste des électeurs n'est plus établie annuellement dans les délais précités, mais le quatre-vingtième jour, voire même le quarantième jour au plus tard avant celui des élections; le public en est averti vingt jours, au plus tard, avant l'élection et les intéressés peuvent, dans les cas prévus aux articles 18 et 19 en projet, réclamer jusqu'au dixième jour précédant celui de l'élection. Le collège ne dispose plus que d'un délai de trois jours pour statuer, voire d'un délai moindre, ce qu'il doit faire, suivant l'article 25, alinéa 1er, en projet, "en tout cas avant le cinquième jour qui précède celui de l'élection". Ces décisions ne sont

---

(1) Immédiatement pendant la période de trente jours précédant les élections, en ce qui concerne les réclamations fondées sur l'article 18 et introduites huit jours avant les élections, lorsque celles-ci doivent avoir lieu (article 25, alinéa 2).

plus notifiées et la partie doit, séance tenante, décider d'interjeter appel ou non. La Cour d'appel doit examiner l'affaire dans les cinq jours précédant l'élection. Ses arrêts ne sont plus notifiés et aucun recours en cassation n'est ouvert.

Le contentieux de l'électorat en est ainsi profondément modifié.

Le citoyen intéressé n'aura plus la possibilité, au cours de la législature, de vérifier la régularité des inscriptions sur la liste des électeurs. Il ne sera, peut-être, alerté des erreurs ou omissions qu'à la réception de la convocation électorale; même, il pourra n'être conscient de la difficulté que pose son omission de la liste qu'in extremis du fait qu'il ne recevra pas, en ce cas, de convocation.

Par ailleurs, est considérablement restreinte la période durant laquelle le contentieux doit se dérouler, et une voie de recours - la cassation - est désormais fermée.

En outre, l'obligation faite aux parties de se déterminer séance tenante après le prononcé de la décision du collège leur enlève tout délai de réflexion et risque d'engendrer une multiplication des recours devant la Cour d'appel.

Il est, dès lors, permis de se demander si les moyens utilisés en vue de remédier à certains inconvénients de la procédure électorale actuelle et d'accélérer le cours de celle-ci ne sont pas excessifs par rapport à ce but et

s'ils ne sont pas de nature à porter préjudice aux intérêts et aux droits de défense des justiciables, à une bonne administration de la justice et à un raisonnable ordonnancement de la procédure électorale. On peut également se demander si, compte tenu de l'extrême brièveté des délais prescrits, la procédure envisagée sera praticable.

Dispositif.

Article 1er.

La phrase liminaire doit être rédigée de la manière suivante :

"Article 1er. L'article 1er du Code électoral, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 6 juillet 1982, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 2.

1. Il y a lieu de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"Art. 2. L'article 4 du même code, modifié par la loi du 26 juin 1970, est remplacé par la disposition suivante :".

2. La première phrase du paragraphe 1er et le paragraphe 2 de l'article 4 en projet se bornent à répéter des règles inscrites dans la Constitution. Ces dispositions doivent être omises.

3. Quant à la deuxième phrase du paragraphe 1er, devenant la seule phrase de ce paragraphe, il y aurait lieu d'y préciser que la disposition s'applique sous réserve de ce qui est prévu à l'article 89bis du Code électoral.

Article 3.

L'alinéa 2 nouveau de l'article 7, en projet, vise également l'hypothèse prévue à l'article 6 et concerne la procédure à suivre et non le fond du droit.

Il est suggéré de faire de cet alinéa 2 nouveau un article 7bis.

Les textes suivants sont proposés :

"Art. 3. A l'article 7 du même code, modifié par les lois du 5 juillet 1976 et 26 juin 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° ... (comme au projet);

2° le dernier alinéa est abrogé".

"Art. ...". Dans le même code, est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

"Art. 7bis. Les personnes ... sont inscrites dans un fichier alphabétique à raison d'une fiche par personne concernée. Il est tenu à jour de manière permanente par le collège des bourgmestre et échevins ... (la suite comme au projet)"".

La numérotation des articles du projet doit être modifiée en conséquence.

Article 4.

Le début de l'article doit être rédigé de la manière suivante :

"Art. 4. Dans l'intitulé du titre II du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976 ...".

Article 5.

Le début de l'article doit être rédigé de la manière suivante :

"Art. 5. L'intitulé du chapitre Ier du titre II du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976 ...".

Article 6.

1. La phrase liminaire doit être rédigée de la manière suivante :

"Art. 6. L'article 10 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :".

2. La rédaction de l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 10 en projet pourrait être améliorée.

Cette disposition envisage l'hypothèse d'une dissolution des chambres ou de l'une d'elles, de même que l'hypothèse d'une vacance lorsqu'il ne peut y être pourvu par l'installation d'un suppléant (référence à l'article 106). La liste des électeurs est alors dressée à la date de l'arrêté royal fixant la date de l'élection qui doit avoir lieu dans les quarante jours de l'acte de dissolution ou de la vacance (article 106). Le projet prévoit, toutefois, une exception : lorsque la dissolution intervient après le quatre-vingtième jour précédant la date des élections ordinaires, les électeurs sont convoqués sur la base de la liste établie le quatre-vingtième jour qui précède celui de l'élection.

Le texte n'envisage, cependant, pas la survenance, entre le quarantième et le quatre-vingtième jour, d'une vacance à laquelle il ne peut être pourvu par l'installation d'un suppléant.

Sous réserve de cette observation, l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 10 en projet pourrait être rédigé comme suit :

"Dans le cas prévu à l'article 106, la liste des électeurs est arrêtée à la date de l'arrêté royal fixant la date de l'élection. Toutefois, les électeurs sont convoqués au scrutin sur la base de la liste dressée en prévision de la réunion ordinaire des collèges électoraux, lorsque la dissolution des chambres ou de l'une d'elles intervient après le quatre-vingtième jour qui précède la date de la réunion ordinaire des collèges électoraux avec pour conséquence qu'une élection doit être organisée avant la date prévue".

3. Les paragraphes 2, 3 et 4 pourraient être réunis en un seul paragraphe rédigé comme suit :

"§ 2. Pour chaque personne satisfaisant aux conditions de l'électorat fixées à l'article 1er, la liste des électeurs mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance et l'adresse complète. La liste est établie, selon une numérotation continue, par commune ou, le cas échéant, par section de commune, soit dans l'ordre alphabétique des électeurs, soit dans l'ordre géographique en fonction des rues".

Article 7.

La phrase liminaire doit être corrigée.

L'article 56 abroge l'alinéa 5 de l'article 13. Comme l'article 13 subit déjà une modification, cette abrogation doit figurer, parmi ces modifications, dans l'article 7 du projet.

Le texte suivant est, dès lors, proposé :

"Art. 7. A l'article 13 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante : "les greffiers ... (la suite comme au projet)";

2° l'alinéa 5 est abrogé".

Article 8.

1. La phrase liminaire doit être rédigée de la manière suivante :

"Art. 8. L'article 15 du même code, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 11 décembre 1984 ...".

2. A l'alinéa 1er de l'article 15 en projet, mieux vaut écrire : "... deux exemplaires de la liste au gouverneur ou au fonctionnaire que celui-ci désigne".

3. A l'alinéa 2, les mots "ces exemplaires" devraient être remplacés par "les exemplaires visés à l'alinéa 1er".

Article 9.

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 9. Dans l'article 15bis du même code, inséré par la loi du 9 août 1988, les mots ...".

Article 10.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 10. L'article 16 du même code, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 11 décembre 1984 ...".

2. L'article 16 en projet prévoit que toute personne peut s'adresser au secrétariat de la commune afin de vérifier si elle-même ou toute autre personne est mentionnée sur la liste des électeurs.

Pour tenir compte de l'objet des recours visés aux articles 18 et 19 en projet, mieux vaut écrire :

"... si lui-même ou toute autre personne figure ou est correctement mentionné sur la liste".

Article 11.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 11. L'article 17 du même code, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 11 décembre 1984 ...".

2. Dans le texte néerlandais de l'article 17, § 1er, il faudrait écrire "de verkiezing" au lieu de "de verkiezingen".

3. L'article 17, § 2, en projet, porte :

> "§ 2. Tout candidat présumé au sens du § 1er, alinéa 2, peut également introduire, selon les modalités fixées à l'alinéa 1er et aux conditions prévues à l'alinéa 3 dudit paragraphe, une demande tendant à obtenir un exemplaire ou une copie de la liste des électeurs".

Les termes "Tout candidat présumé au sens du § 1er, alinéa 2" sont inadéquats, car au paragraphe 1er, alinéa 2, sont visés les candidats dont la liste a été déposée; il ne s'agit plus alors de candidats "présumés", mais de candidats déclarés.

Par ailleurs, la référence à l'alinéa 1er du paragraphe 1er, combinée avec l'alinéa 2 du paragraphe 2, implique que le candidat, qui aura dû introduire sa demande au plus tard le trente-troisième jour précédant celui de l'élection, ne disposera de la liste des électeurs qu'au

plus tôt le dix-septième jour précédant la date de l'élection.

On peut se demander si les délais prévus à l'article 17 en projet sont suffisants pour permettre au parti et aux candidats de tirer intérêt de la communication de ces listes.

On peut se demander également si les délais qui résultent de l'application des paragraphes 1er et 2 ne risquent pas de créer entre les différents candidats une discrimination difficilement justifiable.

Le texte néerlandais de l'article 17, § 2, alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le paragraphe trois prévoit trois interdictions.

La première fait défense à la commune de délivrer des exemplaires ou copies de la liste des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément au paragraphe 1er, alinéa 1er, ou au paragraphe 2, alinéa 1er, et qui sont donc habilitées à les recevoir.

La deuxième tend à empêcher les personnes qui, habilitées à les recevoir, ont reçu ces exemplaires ou copies, de les communiquer, à leur tour, à des tiers.

La troisième fait défense à quiconque d'utiliser ces listes à des fins autres qu'électorales.

De ces trois interdictions, l'article 197bis, inséré dans le code par l'article 44 du projet, ne paraît assortir de sanctions que la première et la troisième desdites interdictions.

Il appartient aux auteurs du projet d'apprécier si la deuxième ne doit pas, elle aussi, être assortie de sanctions.

Si l'intention des auteurs du projet est de réprimer pénalement les trois interdictions, le texte de l'article 197bis devrait être revu en conséquence.

Article 12.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 12. Les articles 18 à 49 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, formant les chapitres II à V du titre II, sont remplacés par les articles ci-après :".

2. Les articles 18 à 49 du code sont remplacés par les articles 18 à 39 nouveaux. Il y aura donc lieu de préciser , comme il le sera proposé à l'article 56 du projet, que les articles 40 à 49 sont abrogés.

Article 18 en projet.

Une erreur matérielle s'est glissée dans la référence à l'article 10, alinéa 2. Cette référence doit être adaptée aux observations faites ci-avant sous l'article 10.

Cette remarque vaut aussi pour l'article 19 en projet.

Par ailleurs, en ce qui concerne le délai de réclamation, il est fait référence à l'observation générale 2.

Articles 20 et 21 en projet.

Le texte néerlandais de l'article 20, alinéa 1er, en projet, et celui de l'article 21, alinéa 3, en projet, doivent être rédigés en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26 en projet.

1. Le début de l'alinéa 4 du texte français serait mieux rédigé de la manière suivante :

"A défaut d'une déclaration d'appel, signée par les parties présentes ou représentées ...".

2. A l'alinéa 5, dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "communication" par le mot "connaissance", et ce par souci de concordance avec le texte néerlandais.

Chapitre III.

La structure du chapitre serait plus logique, si les articles étaient présentés dans l'ordre suivant :

- article 27

- articles 29 à 33

- article 28

- article 34.

Les références aux articles devraient être adaptées en conséquence.

Article 27 en projet.

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 27. Le bourgmestre envoie sans délai à la Cour d'appel ...".

Article 28 en projet.

1. Suivant l'alinéa 1er : "A l'audience publique, le président de la chambre donne lecture des pièces du dossier".

Cette disposition ne répond pas au but recherché, à savoir une accélération de la justice.

Elle devrait être omise.

2. L'alinéa 1er, dernière phrase, laisse entendre que les parties pourraient être représentées et assistées par d'autres personnes que des avocats. Cette intention n'étant en rien corroborée par l'exposé des motifs, il est indiqué, s'agissant de la représentation et de l'assistance devant la Cour d'appel, de remplacer les termes "d'un conseil " par les termes "par un avocat".

3. A l'alinéa 2, deuxième phrase, il vaudrait mieux écrire :

"... cet arrêt est déposé au greffe de la Cour, où les parties peuvent en prendre connaissance sans frais; il ne leur est pas signifié".

Toutefois, étant donné que l'arrêt de la Cour d'appel est définitif, il semble se justifier, eu égard à la nature du droit contesté, qu'il soit notifié aux parties et que toute autre personne ait la possibilité d'en prendre connaissance, sans frais, au greffe de la Cour d'appel.

Article 14.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 14. A l'article 90 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976 ...".

Article 15.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 15. A l'article 91 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976 ...".

2. Au 2°, il convient d'écrire dans le texte français :

"2° dans l'alinéa 3, les mots "à la députation permanente" sont remplacés par les mots "au ministre de l'Intérieur".

3. Dans le 3°, il y a lieu d'écrire : "quatrième alinéa" au lieu de "nouvel alinéa".

Article 16.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 16. L'article 92 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, ...".

2. Le 3° pourrait être rédigé plus simplement de la manière suivante :

"3° les modifications apportées à la liste des électeurs, à la suite des décisions du collège des bourgmestre et échevins visées à l'article 26 ou des arrêts de la Cour d'appel, visés à l'article 28".

Article 17.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 17. L'article 92bis du même code, inséré par la loi du 9 août 1988 ...".

Article 18.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 18. A l'article 93 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, sont apportées ...".

2. Au 2°, on écrira : "il est ajouté un deuxième alinéa, rédigé comme suit : ...".

Le texte néerlandais de la disposition en projet doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 19.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 19. L'article 93bis du même code, inséré par la loi du 9 août 1988, est remplacé par ...".

Article 20.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. 20. A l'article 95 du même code, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 11 décembre 1984, sont apportées ...".

Le texte néerlandais de la disposition en projet sous 1° doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. En ce qui concerne le 3°, il serait encore plus clair d'écrire :

"3° le paragraphe 12 est remplacé par la disposition suivante :

(...)

4° le paragraphe 13 est abrogé".

Le texte néerlandais du paragraphe 12 en projet doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 21.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 21. A l'article 96 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976 ...".

2. Dans le texte français, à l'alinéa 3 nouveau, avant-dernière ligne, il convient de remplacer le mot "susceptibles" par les mots "qui ont la faculté".

Le texte néerlandais du même alinéa doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22.

Vu l'importance des modifications apportées, il semble plus simple d'écrire :

"Art. 22. L'article 102 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 23.

Dans la mesure où il multiplie les hypothèses, le texte est illisible et particulièrement long. Il serait préférable de maintenir le texte actuel. S'il devait être modifié, le texte en projet devrait être réécrit et, en ce cas, la phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 23. L'article 105 du même code, modifié par la loi du 11 décembre 1984, est remplacé par ...".

Article 24.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 24. Dans l'article 106, alinéa 2, du même code, modifié par la loi du 12 mars 1937, la deuxième phrase est remplacée par la phrase suivante : ...".

Article 25.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 25. A l'article 107 du même code, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 11 décembre 1984, sont apportées ...".

Le texte néerlandais de l'article 107, alinéa 4, en projet, doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

Article 107quater nouveau.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin de l'alinéa 3, dernière phrase, on écrira : "dans les autres cas, il l'est par ...".

La même observation vaut pour l'alinéa 4.

Article 28.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 28. Dans l'article 116, alinéa 17, du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, la référence à l'article 149 ...".

Article 29.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 29. Dans l'article 117 du même code, modifié par la loi du 25 mars 1986, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :".

Article 30.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 30. A l'article 118 du même code, modifié par les lois des 3 juillet 1976 et 28 juillet 1987, sont apportées ...".

2. Il serait préférable de maintenir les deux premiers alinéas de l'article 118 actuel et d'ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Nul ne peut être à la fois candidat pour la Chambre et le Sénat".

3. Le 2° doit être rédigé comme suit :

"2° dans l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, les mots "dans les trois alinéas précédents" sont remplacés par les mots "dans les quatre alinéas précédents".

.../...

Article 31.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 31. A l'article 119bis du même code, inséré par la loi du 17 mars 1958 et modifié par la loi du 5 juillet 1976, sont apportées ...".

2. Au 1°, il y a lieu d'écrire : "l'alinéa 1er est abrogé".

Article 32.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 32. Dans l'article 127, alinéa 2, du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les mots ...".

Article 33.

La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 33. A l'article 128 du même code, modifié par les lois des 17 mars 1958, 26 juin 1970 et 5 juillet 1976, sont apportées ...".

.../...

Article 34.

La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 34. Dans l'article 129 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les alinéas ...".

Article 35.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 35. L'article 130 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, est remplacé ...".

2. Dans le dispositif, il y a lieu d'écrire : "Sont à la charge de l'Etat ...".

3. Au sujet du 4° de l'article 130 en projet, le Conseil d'Etat rappelle l'avis L. 20.383/2 qu'il a donné le 13 février 1991 au sujet d'une proposition de loi "complétant l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public" (Doc. parl., Sénat, session 1990-1991, 1038-2 (1989-1990).

.../...

Il appartiendra au Parlement de se déterminer pour la solution adoptée par le présent projet ou pour celle de ladite proposition de loi.

Le texte néerlandais de la deuxième phrase du 4° serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36.

La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 36. A l'article 131 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes ...".

Article 37.

Le début de l'article doit être rédigé de la manière suivante :

"Art. 37. Dans l'article 134, alinéa 5, du même code, modifié par la loi du 17 mai 1949, la référence ...".

Article 39.

Le début de l'article doit être rédigé de la manière suivante :

"Art. 39. Dans l'article 142, alinéa 6, du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les mots ...".

Article 40.

Le début de l'article doit être rédigé de la manière suivante :

"Art. 40. Dans l'article 142bis, alinéa 2, du même code, inséré par la loi du 9 août 1988, la référence ...".

Article 41.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 41. A l'article 166 du même code, modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 16 janvier 1980, sont apportées ...".

2. Dans le dispositif, l'alinéa 2 du 1° serait mieux rédigé comme suit :

"Ce total est déterminé par l'addition des votes en tête de liste au sens de l'article 144, alinéas 2 et 3, ou considérés comme tels en vertu de l'article 157, alinéa 2, 1° et 3°, et des votes nominatifs obtenus par les candidats titulaires".

Article 42.

Dans l'article 171bis, à la deuxième phrase, il y a lieu d'écrire : "Le candidat décédé ne peut ...".

Le texte néerlandais de la troisième phrase doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'article 171bis, alinéas 2 et 3, en projet, doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 43.

Le début de l'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 43. Dans l'article 196, alinéa 2, du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les mots ...".

Article 44.

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé en tenant compte de la proposition et de l'observation qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 45.

Le début de l'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 45. Dans l'article 202 du même code, modifié par les lois des 3 juillet 1969 et 26 juin 1970, les mots ...".

Article 46.

La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 46. A l'article 210 du même code, modifié par la loi du 26 juin 1970 sont apportées ...".

Le texte néerlandais du 4° doit être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 47.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 47. Dans l'article 212, alinéa 1er, du même code modifié par la loi du 5 juillet 1976, les mots "avant 20 heures" sont insérés, dans la première phrase, après les mots ...".

Article 48.

La phrase liminaire serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Art. 48. L'article 213 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, est complété par les alinéas suivants ...".

Le texte néerlandais de l'article 213, alinéa 2, en projet, doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 49.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 49. Dans l'article 214, alinéa 1er, du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les mots ...".

Articles 50 et 51.

Les articles 223 et 224 en projet se bornent à répéter des règles inscrites dans la Constitution. Ces dispositions doivent être abrogées (voyez la proposition faite sous l'article 56 du projet).

En effet, maintenir ces dispositions dans le code pourraient entraîner des distorsions entre la loi et la Constitution. La preuve en est qu'en ce qui concerne la condition de nationalité pour l'éligibilité à la Chambre des Représentants, l'article 50 de la Constitution a été révisé le 1er février 1991 et que le Code électoral ne correspond plus à la règle constitutionnelle, de telle sorte que l'article 223, 1°, s'en trouve implicitement abrogé en ce qu'il prévoit qu'il faut être belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation.

Par ailleurs, une modification des articles 223 et 224 pour y insérer seulement les termes "et le rester" ne présente aucune utilité, car il va de soi que les élus doivent continuer à justifier de toutes les conditions d'éligibilité.

En conséquence, les articles 50 et 51 peuvent être omis.

La numérotation des articles doit être adaptée en conséquence.

Article 52.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 52. L'article 227 du même code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, est remplacé ...".

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er de l'article 227, en projet, serait mieux rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. L'alinéa 2 de l'article 227 en projet est difficilement compréhensible. Mieux vaut maintenir le texte actuel dudit article, sauf à y insérer les alinéas 1er et 3 de l'article en projet en omettant, dans l'alinéa 1er, les mots "visées aux articles 223 et 224" et dans l'alinéa 3 les mots "visé aux articles 223, 4°, et 224, 3°".

Article 55.

Le texte néerlandais de l'article 55, devenant l'article 53, doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 56.

En ce qui concerne le 1°.

L'abrogation de l'article 13, alinéa 5, ne peut figurer dans l'article 56 du texte en projet, puisque celui-ci apporte d'autres modifications à l'article 13. L'abrogation de l'alinéa 5 constituant une de ces modifications, elle trouve sa place dans l'article 7 du projet (voyez la proposition formulée pour cet article).

Il s'impose, d'autre part, de procéder à l'abrogation des articles 40 à 49 du Code électoral (voyez les observations émises à propos de l'article 12 du projet) ainsi que des articles 223 et 224 (voyez l'observation émise à propos des articles 50 et 51 du projet).

Par ailleurs, l'article 225 du code, qui énonçait les catégories auxquelles il fallait appartenir pour être élu sénateur par le corps électoral ordinaire, a été abrogé implicitement par la modification de la Constitution, intervenue le 3 juin 1985 (abrogation de l'article 56bis de la Constitution). Il serait judicieux de procéder à l'abrogation expresse dudit article 225, à l'occasion de la réforme opérée par le texte en projet.

En ce qui concerne le 1° et le 2°.

L'abrogatoire doit mentionner les dispositions qui modifient des dispositions abrogées.

Le texte suivant est proposé pour tenir compte des observations qui précèdent :

"Art. 54. Sont abrogés dans le même code :

1° les articles 11 et 12, modifiés par la loi du 5 juillet 1976;

2° l'article 14, modifié par les lois des 5 juillet 1976, 6 juillet 1982, 11 décembre 1984 et 17 juillet 1985;

3° les articles 40 à 49, modifiés par la loi du 5 juillet 1976;

4° l'article 89, modifié par les lois des 26 juin 1970 et 5 juillet 1976;

5° l'article 101, modifié par la loi du 15 mai 1949;

6° l'article 141, modifié par la loi du 5 juillet 1976;

7° l'article 153;

8° les articles 223 à 225.

Art. 55. La loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux, modifiée par les lois des 17 mars 1958, 5 juillet 1976, 11 décembre 1984 et 9 août 1988, est abrogée".

L'article 57 du projet devient l'article 56.

Annexe.

L'annexe (modèle I) n'est pas visée : elle doit être complétée par la mention : "Vu pour être annexée ...".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp van wet houdt een ingrijpende wijziging in van het Kieswetboek, inzonderheid van de geschillenberechting inzake verkiezingen die wordt geregeld door de artikelen 18 tot 49 van het genoemde wetboek.

Om die reden moet het ontwerp van wet gezamenlijk worden ingediend en ondertekend door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken.

2. Met de artikelen 6 tot 12 van de ontworpen wet wordt de wijziging of de vervanging beoogd van de artikelen 10, 13 en 15 tot 49 van het Kieswetboek, welke artikelen betrekking hebben op de nadere regels voor het opmaken van de kiezerslijsten en op de bezwaren en beroepen.

In dat opzicht wil de steller van het ontwerp niet langer een kiezersregister doen opmaken door het college van burgemeester en schepenen en dat college niet langer de verplichting opleggen het register doorlopend bij te houden om jaarlijks de kiezerslijst te kunnen opmaken.

Volgens de thans geldende regeling kan tegen die lijst jaarlijks bezwaar worden ingebracht bij het college en beroep worden ingesteld bij het hof van beroep en het Hof van Cassatie en kunnen de belanghebbenden en de overheden die uitspraak moeten doen gemakkelijk binnen redelijke termijnen die bezwaren inbrengen en die beroepen instellen, respectievelijk erop beschikken.

.../...

Volgens de huidige artikelen 16, 18, 19, 25, 26, 28, 31, 40 en 43 van het wetboek, wordt inderdaad aan de belanghebbenden kennis gegeven van het opmaken van de kiezerslijst door middel van een bericht dat elk jaar wordt bekendgemaakt gedurende de maand vóór die waarin de gewone verkiezing plaatsheeft; het college doet uitspraak binnen een termijn van twintig dagen te rekenen vanaf het bezwaar (1); de beslissing van het college wordt binnen twee dagen ter kennis gebracht van de belanghebbende, die binnen acht dagen na die kennisgeving beroep kan instellen bij het hof van beroep. Van het beroep wordt melding gemaakt gedurende een termijn van tien dagen; na afloop van die termijn wordlt het dossier binnen twee dagen overgezonden aan het hof van beroep dat de zaak met voorrang boven alle andere zaken berecht. Binnen twintig dagen na de uitspraak van het arrest kunnen de procureur-generaal en de partijen een voorziening in cassatie instellen; de zaak wordt binnen acht dagen in gereedheid gebracht; het Hof van Cassatie doet vervolgens uitspraak; in geval van vernietiging, moet de zaak binnen acht dagen na het arrest worden verwezen naar het in het arrest aangewezen hof van beroep.

Volgens de nieuwe ontworpen bepalingen wordt de kiezerslijst niet meer jaarlijks opgemaakt binnen de voormelde termijnen, maar de tachtigste dag of zelfs

---

(1) Onmiddellijk gedurende de periode van dertig dagen vóór de verkiezing, wat betreft de bezwaren die steunen op artikel 18 en ingebracht zijn acht dagen vóór de verkiezing, wanneer die moet plaatsvinden (artikel 25, tweede lid).

uiterlijk de veertigste dag vóór die van de verkiezing; het publiek wordt daarvan in kennis gesteld uiterlijk twintig dagen vóór de verkiezing en de belanghebbenden kunnen in de gevallen bepaald in de ontworpen artikelen 18 en 19, bezwaar inbrengen tot de tiende dag vóór die van de verkiezing. Het college heeft om uitspraak te doen, nog slechts een termijn van drie dagen, of zelfs minder dan drie dagen, aangezien het volgens het ontworpen artikel 25, eerste lid, "in elk geval voor de vijfde dag voor die van de verkiezing" uitspraak moet doen. Van die beslissingen wordt geen kennis meer gegeven en de partij moet tijdens de zitting beslissen of ze al dan niet hoger beroep instelt. Het hof van beroep moet de zaak onderzoeken binnen vijf dagen vóór de verkiezing. Van de arresten wordt geen kennis meer gegeven en voorziening in cassatie is niet meer mogelijk.

De geschillenberechting inzake verkiezingen wordt zodoende grondig gewijzigd.

De betrokken burger zal niet meer de mogelijkheid hebben om tijdens de zittingstijd na te gaan of de inschrijvingen op de kiezerslijst regelmatig zijn. Hij zal misschien eerst bij de ontvangst van de oproepingsbrief voor de verkiezing verontrust worden door de vergissingen of weglatingen; het is zelfs mogelijk dat hij pas in extremis de moeilijkheid beseft die ontstaat als gevolg van zijn schrapping van de lijst, omdat hij in dat geval geen oproepingsbrief zal krijgen.

Bovendien wordt de periode gedurende welke de geschillenberechting moet plaatsvinden aanzienlijk beperkt

en staat een rechtsmiddel - cassatie - voortaan niet meer open.

Bovendien krijgen de partijen geen enkele bedenktijd meer doordat hun de verplichting wordt opgelegd nog te beslissen tijdens de zitting waarop het college zijn beslissing heeft genomen. Daardoor dreigt een toename te ontstaan van de beroepen bij het hof van beroep.

Derhalve kan de vraag rijzen of de middelen die worden aangewend om bepaalde nadelen van de huidige procedure in kiesrechtzaken weg te werken en het verloop van die procedure te bespoedigen niet buitensporig zijn ten opzichte van dat doel en of ze de belangen en de rechten van verdediging van de rechtzoekenden, een goede rechtsbedeling en een redelijke organisatie van de procedure in kiesrechtzaken niet kunnen schaden. Het is eveneens de vraag of de ontworpen procedure bruikbaar zal zijn, gelet op de buitengewoon korte duur van de voorgeschreven termijnen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1. Artikel 1 van het Kieswetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 6 juli 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 2.

1. De inleidende volzin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. De eerste zin van paragraaf 1 en paragraaf 2 van het ontworpen artikel 4 bepalen zich ertoe regels te herhalen die opgenomen zijn in de Grondwet. Die bepalingen moeten vervallen.

3. Wat de tweede zin van paragraaf 1 betreft, die de enige zin van die paragraaf wordt, zou moeten worden gepreciseerd dat de bepaling van toepassing is onder voorbehoud van wat wordt bepaald in artikel 89bis van het Kieswetboek.

Artikel 3.

Het nieuwe tweede lid van het ontworpen artikel 7 doelt eveneens op het in artikel 6 bepaalde geval en heeft betrekking op de te volgen procedure en niet op het recht zelf.

.../...

Er wordt in overweging gegeven van dat nieuwe tweede lid een artikel 7bis te maken.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 26 juni 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° het laatste lid wordt opgeheven".

"Art. ... . In hetzelfde wetboek wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidende :

"Art. 7bis. De personen ... worden naar rata van één steekkaart per betrokken persoon alfabetisch in een kaartenbestand ingeschreven. Het wordt doorlopend bijgehouden door het college van burgemeester en schepenen ... (voorts zoals in het ontwerp)"".

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 4.

Het begin van het artikel moet als volgt worden gesteld :

.../...

"Art. 4. In het opschrift van titel II van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, ...".

Artikel 5.

Het begin van het artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 5. Het opschrift van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt door het volgende opschrift vervangen ...".

Artikel 6.

1. De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. De redactie van het tweede lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 10 is vatbaar voor verbetering.

Die bepaling doelt op het geval van een ontbinding van de kamers of één ervan, alsmede op het geval van een vacature waarin niet kan worden voorzien door het aanstellen

van een opvolger (verwijzing naar artikel 106). De kiezerslijst wordt alsdan opgemaakt op de datum van het koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van de verkiezing, die moet plaatshebben binnen veertig dagen na de ontbindingsakte of na de vacature (artikel 106). Het ontwerp voorziet evenwel in een uitzondering : wanneer de ontbinding plaatsheeft na de tachtigste dag die voorafgaat aan de dag van de gewone verkiezing, worden de kiezers opgeroepen op basis van de lijst die opgemaakt werd de tachtigste dag die voorafgaat aan de dag van de verkiezing.

In de tekst is er evenwel niet aan gedacht dat tussen de veertigste en de tachtigste dag een vacature kan plaatsvinden waarin niet kan worden voorzien door het aanstellen van een opvolger.

Onder voorbehoud van die opmerking, zou het tweede lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 10 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"In het geval bepaald in artikel 106, wordt de kiezerslijst vastgesteld op de datum van het koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van de verkiezing. De kiezers worden evenwel tot de stemming opgeroepen op basis van de lijst die opgemaakt werd met het oog op de gewone vergadering van de kiescolleges, wanneer de kamers of een ervan ontbonden worden na de tachtigste dag die voorafgaat aan de datum van de gewone vergadering van de kiescolleges, wat tot gevolg heeft dat er een verkiezing moet plaatsvinden vóór de gestelde datum".

.../...

3. De paragrafen 2, 3 en 4 zouden kunnen worden samengevoegd tot een enkele paragraaf, luidende :

"§ 2. Voor elke persoon die voldoet aan de in artikel 1 gestelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden, vermeldt de kiezerslijst de naam, de voornamen, de geboortedatum en het volledige adres. De lijst wordt, volgens een doorlopende nummering, per gemeente of, in voorkomend geval, per wijk van de gemeente opgemaakt, ofwel in alfabetische volgorde van de kiezers, ofwel geografisch volgens de straten".

Artikel 7.

De inleidende volzin moet verbeterd worden.

Artikel 56 heft het vijfde lid van artikel 13 op. Aangezien artikel 13 reeds een wijziging ondergaat, moet die opheffing als één van die wijzigingen in artikel 7 van het ontwerp staan.

De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld :

"Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling : "De griffiers ... (voorts zoals in het ontwerp)";

.../...

2° het vijfde lid wordt opgeheven".

Artikel 8.

1. De inleidende volzin moet als volgt gesteld worden :

"Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 11 december 1984, ...".

2. Het eerste lid van het ontworpen artikel 15 zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 15. Uiterlijk de vijfentwintigste dag vóór die van de verkiezing in het geval bedoeld in artikel 105 of onmiddellijk nadat de in artikel 10 vermelde kiezerslijst is opgemaakt in het geval bedoeld in artikel 106, zendt het gemeentebestuur twee exemplaren van de lijst aan de gouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar".

3. In het tweede lid zouden de woorden "die exemplaren" moeten worden vervangen door de woorden "de in het eerste lid bedoelde exemplaren".

Artikel 9.

Het begin van het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 9. In artikel 15bis van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988, worden de woorden ...".

Artikel 10.

1. De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 10. Artikel 16 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 11 december 1984, ...".

2. Het ontworpen artikel 16 bepaalt dat eenieder zich tot de gemeentesecretaris kan wenden om na te gaan of hijzelf of een ander op de kiezerslijst is opgenomen.

Om met het onderwerp van de beroepen bedoeld in de ontworpen artikelen 18 en 19 rekening te houden, zou het beter zijn te schrijven :

"... of hijzelf of een ander op de lijst staat dan wel met een juiste vermelding erop staat".

Artikel 11.

1. De inleidende volzin moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 11. Artikel 17 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 11 december 1984, ...".

2. In het ontworpen artikel 17, § 1, schrijve men "de verkiezing" in plaats van "de verkiezingen".

3. Het ontworpen artikel 17, § 2, bepaalt :

> "§ 2. Elke vermoedelijke kandidaat in de zin van § 1, tweede lid, kan ook, volgens de nadere regelen vastgesteld in het eerste lid en onder de in het derde lid van dezelfde paragraaf vermelde voorwaarden, een aanvraag indienen om een exemplaar of een afschrift van de kiezerslijst te krijgen".

De woorden "Elke vermoedelijke kandidaat in de zin van § 1, tweede lid" zijn niet goed gekozen omdat in paragraaf 1, tweede lid, sprake is van de kandidaten van wie de lijst is ingediend; het gaat dan niet meer om "vermoedelijke" kandidaten maar om opgegeven kandidaten.

Bovendien impliceert de verwijzing naar het eerste lid van paragraaf 1, samengelezen met het tweede lid van paragraaf 2, dat de kandidaat die zijn aanvraag uiterlijk de

drieëndertigste (1) dag vóór die van de verkiezing moet hebben ingediend, pas op zijn vroegst de zeventiende dag vóór de datum van de verkiezing over de kiezerslijst zal beschikken.

Men kan zich afvragen of de in het ontworpen artikel 17 bepaalde termijnen voldoende zijn opdat de partij en de kandidaten voordeel kunnen halen uit de afgifte van die lijsten.

Men kan zich ook afvragen of de termijnen die het gevolg zijn van de toepassing van de paragrafen 1 en 2, onder de verschillende kandidaten geen discriminatie dreigen te veroorzaken die moeilijk te verantwoorden is.

In het ontworpen artikel 17, § 2, tweede lid, schrijve men "afgegeven bewijs" in plaats van "afgeleverd bewijs".

4. Paragraaf 3 bevat drie verbodsbepalingen.

De eerste verbiedt de gemeente exemplaren of afschriften van de kiezerslijst af te geven aan andere personen dan degenen die ze overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, of paragraaf 2, eerste lid, aangevraagd hebben en die dus gemachtigd zijn om ze te krijgen.

---

(1) In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 17, § 1, eerste lid, staat bij vergissing "de drieëntwintigste dag".

De tweede wil beletten dat de personen die gemachtigd zijn om die exemplaren of afschriften te krijgen, ze na ontvangst op hun beurt aan derden geven.

De derde legt aan iedereen het verbod op die lijsten voor andere dan verkiezingsdoeleinden te gebruiken.

Van die drie verbodsbepalingen wordt door artikel 197bis, in het wetboek ingevoegd door artikel 44 van het ontwerp, blijkbaar alleen aan het eerste en het derde verbod een sanctie gekoppeld.

De stellers van het ontwerp moeten uitmaken of aan het tweede verbod ook geen sancties moeten worden verbonden.

Als de stellers van het ontwerp de bedoeling hebben op de drie verboden een straf te stellen, moet de tekst van artikel 197bis dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 12.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 12. De artikelen 18 tot 49 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, die de hoofdstukken II tot V van titel II vormen, worden vervangen door de hiernavolgende artikelen :".

2. De artikelen 18 tot 49 van het Wetboek werden vervangen door de nieuwe artikelen 18 tot 39. Er dient dus, zoals bij artikel 56 van het ontwerp zal worden voorgesteld, te worden gepreciseerd dat de artikelen 40 tot 49 worden opgeheven.

Het ontworpen artikel 18.

Er is een fout geslopen in de verwijzing naar artikel 10, tweede lid. Die verwijzing moet worden aangepast aan de opmerkingen die hiervoren zijn gemaakt bij artikel 10.

Die opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 19.

Bovendien wordt voor de termijn om bezwaar in te dienen verwezen naar algemene opmerking 2.

Het ontworpen artikel 20, eerste lid.

Men schrijve : "Artikel 20. Het in artikel 18 of in artikel 19 bedoelde bezwaar ...".

Het ontworpen artikel 21, derde lid.

Men schrijve "aangevoerde middelen" in plaats van "ingeroepen middelen". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 22, tweede lid.

Het ontworpen artikel 26.

1. Het begin van het vierde lid van de Franse tekst zou beter worden geredigeerd als volgt :

"A défaut d'une déclaration d'appel, signée par les parties présentes ou représentées ...".

2. In het vijfde lid dient in de Franse tekst het woord "communications" te worden vervangen door het woord "connaissance", ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst.

Hoofdstuk III.

Het hoofdstuk zou logischer gestructureerd zijn als de artikelen in deze volgorde zouden komen.

- artikel 27

- artikelen 29 tot 33

- artikel 28

- artikel 34.

De verwijzingen naar de artikelen zouden dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Het ontworpen artikel 27.

Het begin van het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 27. De burgemeester zendt onverwijld aan het hof van beroep, ...".

Het ontworpen artikel 28.

1. Het eerste lid luidt als volgt : "Bij de openbare terechtzitting leest de voorzitter van de kamer de stukken van het dossier voor".

Die bepaling stemt niet overeen met het beoogde doel, namelijk een snellere rechtsbedeling.

Ze zou moeten vervallen.

2. Het eerste lid, laatste zin, laat uitschijnen dat de partijen zouden kunnen worden vertegenwoordigd en bijgestaan door andere personen dan advocaten. Aangezien die bedoeling nergens wordt bevestigd in de memorie van toelichting, is het aangewezen om de woorden "een raadsman" te vervangen door de woorden "een advocaat", omdat het vertegenwoordiging en bijstand voor het hof van beroep betreft.

3. In het tweede lid, tweede zin, zou het beter zijn te schrijven :

"... dit arrest wordt ter griffie van het hof neergelegd, waar de partijen er kosteloos inzage van kunnen nemen; het wordt hun niet betekend".

Omdat het arrest van het hof van beroep definitief is, lijkt het, gelet op de aard van het betwiste recht, evenwel verantwoord dat het ter kennis van de partijen wordt gebracht en dat ieder ander persoon de mogelijkheid heeft er kosteloos inzage van te nemen ter griffie van het hof van beroep.

Artikel 14.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 14. In artikel 90 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976 ...".

Artikel 15.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 15. In artikel 91 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976 ...".

2. In de bepaling onder 2° schrijve men in de Franse tekst :

"2° dans l'alinéa 3, les mots "à la députation permanente" sont remplacés par les mots "au ministre de l'Intérieur".

3. In de bepaling onder 3° schrijve men : "er wordt een vierde lid toegevoegd, luidende :" in plaats van "er wordt een nieuw lid toegevoegd dat als volgt luidt :".

Artikel 16.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 16. Artikel 92 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, ...".

2. De bepaling onder 3° zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt :

"3° de wijzigingen die in de kiezerslijst zijn aangebracht als gevolg van de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen bedoeld in artikel 26 of van de arresten van het hof van beroep bedoeld in artikel 28".

.../...

Artikel 17.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 17. Artikel 92bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988 ...".

Artikel 18.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 18. In artikel 93 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden ...".

2. In de bepaling onder 2° schrijve men : "er wordt een tweede lid toegevoegd, luidende : "...".

In de ontworpen bepaling schrijve men "door tussenkomst van" in plaats van "door de tussenkomst van".

Artikel 19.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 19. Artikel 93bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988, wordt vervangen door ...".

Artikel 20.

1. De inleidende volzin zou beter worden gerediGeerd als volgt :

"Art. 20. In artikel 95 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 11 december 1984, worden ...".

In de ontworpen bepaling onder 1° zou de uitdrukking "ten laatste" tweemaal vervangen moeten worden door het woord "uiterlijk".

2. In de bepaling onder 3° zou het nog duidelijker zijn te schrijven :

"3° paragraaf 12 wordt vervangen door de volgende bepaling :

(...)

4° paragraaf 13 wordt opgeheven".

In de ontworpen paragraaf 12 schrijve men "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij" en "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

.../...

Artikel 21.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 21. In artikel 96 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976 ...".

2. In het nieuwe derde lid, voorlaatste regel, van de Franse tekst dient het woord "susceptibles" te worden vervangen door de woorden "qui ont la faculté".

Op de achtste regel van hetzelfde lid schrijve men in de Nederlandse tekst "vermeld in" in plaats van "vermeld bij".

Artikel 22.

Gelet op het belang van de aangebrachte wijzigingen, lijkt het eenvoudiger te schrijven :

"Art. 22. Artikel 102 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling : ...".

Artikel 23.

De tekst is een opeenstapeling van mogelijkheden en wordt daardoor onleesbaar en bijzonder lang. Het ver-

dient de voorkeur de huidige tekst te behouden. Als die moet worden gewijzigd, zou de ontworpen tekst moeten worden herschreven en in dat geval zou de inleidende volzin beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 23. Artikel 105 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 december 1984, wordt vervangen door ...".

Artikel 24.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 24. In artikel 106, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 maart 1937, wordt de tweede zin vervangen door de volgende zin : ...".

Artikel 25.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 25. In artikel 107 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 11 december 1984, worden ...".

In het ontworpen vierde lid van artikel 107 schrijve men "vermeld in" in plaats van "vermeld bij".

.../...

Artikel 26.

Het nieuwe artikel 107quater.

In het tweede lid schrijve men "parlementsverkiezingen" in plaats van "wetgevende verkiezingen" en "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij".

Aan het slot van het derde lid, laatste zin, schrijve men : "in de andere gevallen wordt hij vervangen door ...".

Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid.

Artikel 28.

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 28. In artikel 116, zeventiende lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt de verwijzing naar artikel 149 ...".

Artikel 29.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 29. In artikel 117 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 maart 1986, wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 30.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 30. In artikel 118 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 3 juli 1976 en 28 juli 1987, worden ...".

2. Het verdient de voorkeur de eerste twee leden van het huidige artikel 118 te behouden en er een nieuw lid aan toe te voegen luidende :

"Niemand mag tegelijk voor de Kamer en de Senaat voorgedragen worden".

3. De bepaling onder 2° moet worden geredigeerd als volgt :

"2° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden "van de drie vorige leden" vervangen door de woorden "van de vier vorige leden".

Artikel 31.

1. De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 31. In artikel 119bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 maart 1958 en gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden ...".

2. In de bepaling onder 1° schrijve men : "het eerste lid wordt opgeheven".

Artikel 32.

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 32. In artikel 127, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de woorden ...".

Artikel 33.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 33. In artikel 128 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958, 26 juni 1970 en 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht ...".

Artikel 34.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 34. In artikel 129 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden het tweede en het derde lid ...".

Artikel 35.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 35. Artikel 130 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt vervangen ...".

2. In het bepalend gedeelte schrijve men : "Ten laste van de Staat komen ...".

3. In verband met de bepaling onder 4° van het ontworpen artikel 130 herinnert de Raad van State aan het advies L. 20.383/2 dat hij op 13 februari 1991 heeft uitgebracht over een wetsvoorstel "tot aanvulling van artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector" (Gedr. St. van de Senaat, zitting 1990-1991, 1038-2 (1989-1990)).

.../...

Het is zaak van het Parlement te opteren voor de door het onderhavige ontwerp gekozen oplossing of voor die van het genoemde wetsvoorstel.

Het zou beter zijn de tweede zin van de bepaling onder 4° als volgt te stellen :

"de Koning bepaalt de regels volgens welke die risico's worden gedekt".

Artikel 36.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 36. In artikel 131 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht ...".

Artikel 37.

Het zou beter zijn het begin van het artikel als volgt te stellen :

"Art. 37. In artikel 134, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 mei 1949, wordt de verwijzing ...".

.../...

Artikel 39.

Het begin van het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 39. In artikel 142, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de woorden ...".

Artikel 40.

Het begin van het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 40. In artikel 142bis, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988, wordt de verwijzing ...".

Artikel 41.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 41. In artikel 166 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 16 januari 1980, worden ... aangebracht : ...".

2. In het bepalend gedeelte zou het tweede lid van de bepaling onder 1° beter als volgt worden gesteld :

"Dit totaal wordt verkregen door optelling van de lijststemmen in de zin van artikel 144, tweede en derde lid, of als zodanig beschouwd krachtens artikel 157, tweede lid, 1° en 3°, en van de op de kandidaat-titularissen uitgebrachte naamstemmen".

Artikel 42.

In artikel 171bis schrijve men in de tweede zin : "De overleden kandidaat mag niet ...".

De derde zin van dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Er wordt echter rekening gehouden met het aantal naamstemmen ... om zowel het kiescijfer te bepalen van de lijst waarop ... ten gunste van de volgorde van voordracht in het in artikel 171 bedoelde geval".

In het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel 171bis vervange men het woord "zetelen" door de woorden "zitting hebben".

Artikel 43.

Het zou beter zijn het begin van het artikel als volgt te stellen :

"Art. 43. In artikel 196, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de woorden ...".

Artikel 44.

Het zou beter zijn het eerste lid van het ontworpen artikel 197bis als volgt te stellen :

"Art. 197bis. Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van duizend frank tot twintigduizend frank of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die als dader, mededader of medeplichtige, met schending van artikel 17 van dit Wetboek, hetzij exemplaren of afschriften van de kiezerslijst heeft afgegeven aan personen die niet gemachtigd zijn om ze te ontvangen, hetzij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het tweede lid van hetzelfde ontworpen artikel zou het beter zijn het woord "misdrijven" te vervangen door de woorden "strafbare feiten".

Artikel 45.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 45. In artikel 202 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 3 juli 1969 en 26 juni 1970, worden de woorden "met overtreding ..." vervangen door de woorden "met schending ...".

Artikel 46.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

.../...

"Art. 46. In artikel 210 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht ...".

In het ontwerp ontbreekt een gedeelte van wat de bepaling onder 4° moet vormen; het ontbrekende stuk moet als volgt luiden :

"4° het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling ...".

In het bepalend gedeelte van 4° dient tussen de woorden "of onderscheiding" en de woorden "van een openbare overheid" het werkwoord "krijgen" te worden ingevoegd.

Artikel 47.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 47. In artikel 212, eerste lid, van hetzelfde wetboek gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden in de eerste zin de woorden "vóór 20 uur" ingevoegd na de woorden "...".

Artikel 48.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 48. Artikel 213 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt aangevuld met de volgende leden ...".

.../...

Het ontworpen nieuwe tweede lid van artikel 213 zou beter als volgt worden gesteld :

"In voorkomend geval deelt de minister van Binnenlandse Zaken aan de betrokken provinciegouverneurs mee welke kandidaturen het in het eerste lid vermelde verbod overtreden en zulks uiterlijk ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 49.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 49. In artikel 214, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de woorden ...".

Artikel 50 en 51.

De ontworpen artikelen 223 en 224 bepalen zich ertoe regels te herhalen die in de Grondwet zijn neergelegd. Die bepalingen moeten worden opgeheven (zie het onder artikel 56 van het ontwerp gedane voorstel).

Het handhaven van die bepalingen in het Wetboek zou immers discrepanties tot gevolg kunnen hebben tussen de wet en de Grondwet. Het bewijs daarvan is dat, wat de nationaliteitsvoorwaarde voor de verkiesbaarheid voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers betreft artikel 50 van de Grondwet op 1 februari 1991 is herzien en het Kieswetboek niet

meer overeenstemt met de grondwetsregel, zodat artikel 223, 1°, daardoor impliciet is opgeheven in zoverre het bepaalt dat men Belg moet zijn door geboorte of grote naturalisatie moet hebben verkregen.

Bovendien heeft een wijziging van de artikelen 223 en 224 om er alleen de woorden "en het te kunnen blijven" in te voegen, geen enkel nut omdat het voor de hand ligt dat de gekozenen moeten blijven voldoen aan alle verkiesbaarheidsvereisten.

De artikelen 50 en 51 kunnen bijgevolg vervallen.

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 52.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 52. Artikel 227 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt vervangen ...".

2. Het eerste lid van het ontworpen artikel 227 zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 227. Aan de verkiesbaarheidsvereisten moet voldaan zijn uiterlijk de dag van de verkiezing".

.../...

3. Het tweede lid van het ontworpen artikel 227 valt moeilijk te begrijpen. Het is beter de huidige tekst van het genoemde artikel te handhaven, behalve dat het eerste en het derde lid van het ontworpen artikel er moeten worden ingevoegd met weglating, in het eerste lid, van de woorden "vermeld in de artikelen 223 en 224" en, in het derde lid, van de woorden "vermeld in de artikelen 223, 4°, en 224, 3°".

Artikel 55.

In artikel 55, dat artikel 53 wordt, schrijve men "vermeld worden in" in plaats van "vermeld worden bij".

Artikel 56.

Wat de bepaling onder 1° betreft :

De opheffing van artikel 13, vijfde lid, kan niet worden opgenomen in artikel 56 van de ontworpen tekst aangezien deze andere wijzigingen aanbrengt in artikel 13. Aangezien de opheffing van het vijfde lid één van die wijzigingen is, moet zij in artikel 7 van het ontwerp worden geplaatst (zie het voor dat artikel gedane voorstel).

Daarenboven is het noodzakelijk te voorzien in de opheffing van de artikelen 40 tot 49 van het Kieswetboek (zie de opmerkingen gemaakt over artikel 12 van het ontwerp) alsmede in die van de artikelen 223 en 224 (zie de opmerking over de artikelen 50 en 51 van het ontwerp).

.../...

Bovendien is artikel 225 van het Wetboek, waarin de categorieën werden opgenoemd waartoe men diende te behoren om door het gewone kiezerskorps tot senator te kunnen worden gekozen, impliciet opgeheven door de Grondwetswijziging van 3 juni 1985 (opheffing van artikel 56bis van de Grondwet). Het zou gepast zijn het genoemde artikel 225 uitdrukkelijk op te heffen naar aanleiding van de door de ontworpen tekst ingevoerde hervorming.

Wat de bepaling onder 1° en 2° betreft.

In de opheffingsbepaling moeten de bepalingen worden vermeld waarbij opgeheven bepalingen worden gewijzigd.

Om rekening te houden met de voorgaande opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 54. In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° de artikelen 11 en 12, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976;

2° artikel 14, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976, 6 juli 1982, 11 december 1984 en 17 juli 1985;

3° de artikelen 40 tot 49, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976;

4° artikel 89, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1970 en 5 juli 1976;

.../...

5° artikel 101, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1949;

6° artikel 141, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976;

7° artikel 153;

8° de artikelen 223 tot 225.

Art. 55. De wet van 15 mei 1949 tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958, 5 juli 1976, 11 december 1984 en 9 augustus 1988, wordt opgeheven".

Artikel 57 van het ontwerp wordt artikel 56.

Bijlagen.

De bijlage (model I) draagt geen visum : zij moet worden aangevuld met de vermelding : "Gezien om te worden gevoegd ...".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. Y. BOUCQUEY, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. BOUCQUEY, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.